

Communiqué

Compteurs d'eau à la Ville de Montréal : *Eau Secours!* réitère sa demande de révision du contrat

Montréal, le 9 avril 2009 -- La Coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau – *Eau Secours!* s'indigne de l'ampleur du contrat de gestion des compteurs d'eau de la Ville de Montréal octroyé à la firme GéniEAU.

La Coalition est d'accord avec l'installation de compteurs d'eau dans les secteurs industriel, commercial et institutionnel, car elle incite à une réduction de la consommation d'eau. Toutefois, le coût de 355 millions de dollars pour l'installation et l'entretien de 30 000 compteurs pendant 15 ans semble beaucoup trop élevé. Il en coûte 2 à 3 fois plus cher qu'à Toronto, par exemple.

Eau Secours! avait déjà analysé le contrat et avait observé plusieurs lacunes. La Coalition avait demandé que la Ville de Montréal fasse confiance à la fonction publique municipale pour gérer correctement le bien public.

Il est très important que tout ce qui concerne les systèmes de télémétrie, toutes les banques de données et toute l'information de gestion provenant de la banque de données soient sous l'égide de la Ville. Pour l'instant, il est prévu au contrat que les banques de données appartiendront à la Ville, mais c'est une propriété intellectuelle plutôt fictive, puisque les installations ne seront pas physiquement localisées dans les bureaux de la Ville. Il serait nécessaire que la manipulation des banques de données soit faite par les employés municipaux.

Dans le cas de l'entretien à long terme, il serait primordial qu'un transfert des connaissances vers les employés de la Ville soit dans le contrat. Il faudrait donc inclure une clause qui indique que le contrat est non renouvelable au bout de 15 ans. Après ce délai, les travaux d'installations seront complétés et une transition vers les employés municipaux devrait se faire pour effectuer l'entretien.

Eau Secours! s'inquiète également de l'apparence de conflit d'intérêt dans ce contrat. Avec tout d'abord Yves Provost, ancien haut fonctionnaire, responsable de l'eau à la Ville de Montréal, qui est passé à l'entreprise privée BPR, qui a aidé lors de l'évaluation des coûts, puis Frank Zampino ancien président exécutif de la Ville de Montréal, qui a quitté son poste l'été dernier et qui est maintenant vice-président de Desseau, qui fait partie du groupe GéniEAU. Selon Martine Ouellet, présidente d'*Eau Secours!*, « *Pour éviter de telles situations de potentiels conflits d'intérêt, il devrait y avoir des règles d'éthique qui prévoient un délai de carence suffisamment long. Il faut absolument qu'il y ait une règle de protection contre ce*

genre de transfert de hauts dirigeants de la Ville vers une entreprise privée liée par contrat à la Ville de Montréal ».

La Coalition appuie la prudence et la démarche du maire de Montréal qui a annoncé qu'il suspend le contrat et qu'il remettra ce dossier au Vérificateur général afin de faire toute la lumière sur les irrégularités avancées. *Eau Secours!* demande de la transparence et surtout que la Ville se dote de moyens pour gérer et développer sa propre expertise dans la gestion des infrastructures de l'eau. Les Montréalaises et les Montréalais doivent avoir des réponses satisfaisantes de l'ampleur des coûts de ce contrat et avoir confiance que la Ville de Montréal leur assure une gestion responsable de l'eau.